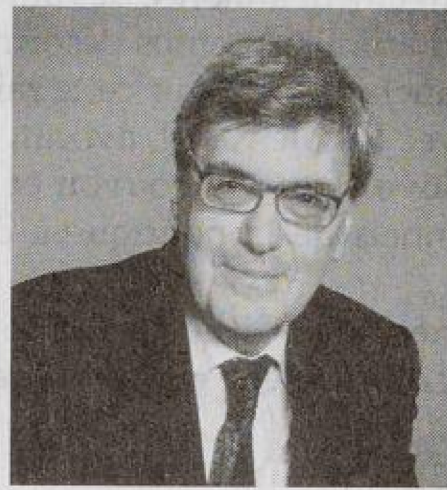
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 21 MARS 1993

REPUBLIQUE FRANCAISE - 1ère Circonscription de Paris





Didier MOTCHANE

Suppléante: Nicole REIN

Madame, Monsieur,

Les hommes politiques qui ont engagé la France dans la guerre du Golfe et dans la fausse Europe de Maastricht se sont trompés deux fois.

La guerre du Golfe n'aura pas été celle du Droit, mais celle du pétrole, des émirs et de l'ordre mondial américain. Saddam Hussein est toujours là. Où sont, dans la région, du Koweit à Damas, de Gaza à Téhéran les progrès de la démocratie, ou plus simplement le respect des droits de l'homme et des résolutions des Nations Unies? En Irak, l'embargo -qui aurait dû remplacer la guerre pour contraindre Saddam Hussein à rentrer chez lui- la prolonge; il plonge les plus démunis et les plus faibles dans la détresse, mais il renforce le régime qu'il est sensé affaiblir. Les enfants sont-ils plus coupables à Bagdad qu'à Mogadiscio ou à Sarajevo?

Le traité de Maastricht, pur produit de l'Europe des oligarchies, est en train de brûler l'idée européenne dans l'esprits des Européens. Beaucoup de Français -beaucoup d'électeurs de cette circonscription- ont cru que Maastricht était le moyen de faire l'Europe. Peuvent-ils croire encore aujourd'hui que l'Europe des peuples passera par celle des banques? Que l'Europe des chômeurs serait le point de passage obligé de l'Europe des travailleurs?

Pour arracher à Maastricht sa vérité nous faut-il croire, nous à qui l'on serine que par Maastricht l'Europe sociale est arrivée, nos oreilles ou nos yeux? Nos yeux qui découvrent avec le transfert de l'usine Hoover de Bourgogne en Ecosse qu'il s'agit tout simplement de l'Europe du moins-disant social?

Et c'est au nom de Maastricht, c'est à dire d'une fausse idée de l'Europe que l'on a importé en France la superstition du franc fort, **l'argent cher à tout prix, celui qui rend l'endettement insupportable, l'investissement impossible et le travail introuvable.** C'est au nom de Maastricht que l'on a conduit la gauche à suivre une politique qui n'est pas la sienne. **Comment s'étonner aujourd'hui que les gens aient de plus en plus de mal à reconnaitre leur gauche de leur droite?**



Didier Motchane avec Jean-Pierre Chevènement



Madame, Monsieur, comme vous, je suis un citoyen.

Comme vous, habitant de longue date ce quartier, je découvre en France une société souvent brutale, de plus en plus injuste et impitoyable à beaucoup d'entre nous. Comment les plus jeunes pourraient-ils avoir confiance dans la vie, comment tout simplement croire à la démocratie, alors que les uns commencent leur vie d'adulte sans trouver du travail et les autres la poursuivent en l'ayant perdu? Comment ajouter plus longtemps foi aux bonnes paroles des hommes politiques en ayant sous les yeux le contraste de la prospérité de quelqu'uns et de la détresse des plus démunis?

Comme vous, j'ai attendu les fruits du changement annoncé des années auparavant. Comme vous je ne me reconnais pas dans ce qui se passe aujourd'hui. Il est temps désormais de nous rendre compte que c'est à nous, citoyens, d'assurer la relève de la gauche. C'est pour cette raison, que j'ai décidé de me présenter à vos suffrages aux élections législatives avec Nicole REIN, avocat, qui est ma suppléante.

Comme vous, je me méfie du goût du pouvoir pour le pouvoir et de l'ambition personnelle qui sont les seules motivations de certains professionnels de la politique à droite, mais aussi -hélas- quelquefois ailleurs

J'ai choisi d'être le candidat du Mouvement des Citoyens fondé par Jean-Pierre Chevènement et Max Gallo, pour que se rassemblent tous ceux qui veulent voir renaître une volonté politique claire, à partir de leurs exigences de citoyens

Pour nous trois engagements simples:.**l'emploi, la démocratie, la paix.**

I - L'emploi.

Pour faire reculer le chômage qui est au coeur de toutes nos difficultés, nous entendons :

1) **faire baisser d'au moins trois points le niveau des taux d'intérêt réels** qui asphyxient notre économie (8% en France contre 0% aux Etats-Unis et 2,5% au Japon).

2) **Changer la donne européenne** (réforme du SME, initiative européenne de croissance, préférence européenne).

3) Définir des politiques industrielles, européennes ou, à défaut, nationales.

4) Mettre un terme à la crise de la construction et du logement social, aider le bâtiment et l'artisanat: **Le droit à un logement décent doit être reconnu.**

5) **Accroître le travail pour le mieux partager.**

6) Préserver notre agriculture et nos paysans au GATT contre les pressions américaines, et à Bruxelles.

Par une croissance mieux maîtrisée, nous pourrons ainsi :

- **Maintenir notre protection sociale** (retraite à soixante ans et principe de la répartition).
- **Financer la défense de l'environnement**, car le capital naturel n'est pas illimité.

II - La démocratie.

Pour relever le citoyen, il faut recréer des espaces de débat :

1) **Le rééquilibrage des pouvoirs** passe par l'instauration d'un véritable régime présidentiel sous arbitrage populaire (mandat présidentiel ramené à cinq ans - gouvernement nommé par le Président - **introduction d'une bonne dose de proportionnelle** dans l'élection des députés - retour simultané devant l'électeur en cas de conflit).

2) **La télévision publique doit voir son financement soustrait à la logique de l'audimat et des recettes publicitaires**, pour assumer sa fonction d'éveil à la réflexion et au débat démocratique.

3) La première mission de l'Ecole doit rester la formation des citoyens.

III - La paix.

La liberté des citoyens passe avant celle des capitaux.

La France doit redevenir la championne du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est vrai : sur notre continent il faut construire **une grande Europe des peuples confédérale et démocratique, de l'Atlantique à la Russie.**

C'est vrai dans le Tiers Monde, où nous devons **aider les jeunes nations à s'assumer elles-mêmes et à se développer**, sans prétendre nous substituer à elles.

L'indépendance de la France est nécessaire à l'Europe et au monde.

VU: LES CANDIDATS